

Renault à Malte pour
échapper au fisc :
Heureusement que
l'Etat est actionnaire...

l'étincelle*

GM&S : Renault promet de
doubler ses commandes
... mais en 2018 si le
site existe encore

Technocentre Renault Guyancourt

pour la construction d'un parti



des travailleurs communiste révolutionnaire

mercredi 7 juin 2017

Mépris de classe

Jeudi dernier, lors d'une visite officielle en Bretagne, Macron a cru bon de plaisanter sur les kwassa-kwassa, ces embarcations traditionnelles à Mayotte : « *le kwassa-kwassa pêche peu, il amène du Comorien* »... à l'heure où des milliers de réfugiés se noient en mer en essayant de rallier Mayotte ou les côtes de l'Europe sur des embarcations de fortune.

À l'issue du second tour de la présidentielle, nous avons donc écopé de Macron pour cinq ans, mais le mépris et le racisme de ses propos n'ont rien à envier à la candidate du Front National. On se souvient également des déclarations de Macron sur les ouvrières de l'abattoir Gad en Bretagne censées être des « *illettrées* ». Ou de « *la meilleure façon de se payer un costard, c'est de travailler* », qu'il lance lors d'une visite à Lunel, à un enseignant et à un jeune intérimaire opposés à la Loi Travail.

Qu'on ne s'y trompe pas : les salariés, et l'ensemble des classes populaires, nous sommes tous visés par son mépris, et par les attaques qu'il prépare d'ores et déjà pour l'été.

Casse sociale sur ordonnance

Le gouvernement se prépare à mener tambour battant une offensive à coups d'ordonnances devant être ratifiées dès septembre.

La loi El Khomri permet de prioriser les accords d'entreprise par rapport aux accords de branche et au Code du travail concernant la durée du travail. Il s'agit maintenant d'élargir ce fonctionnement, qui permet de revoir à la baisse les droits et les protections des salariés, à tous les domaines.

En ligne de mire, les salaires, qui, en cas d'accord local, pourraient être inférieurs à ceux prévus dans les conventions collectives. Macron veut également s'en prendre aux retraites, avec une uniformisation par le bas, et réintroduire certaines dispositions supprimées de la loi Travail, comme le plafonnement des indemnités pour licenciement abusif. Il propose encore qu'un patron puisse organiser un référendum dans l'entreprise pour faire passer un accord qui n'aurait la signature que de syndicats minoritaires – une création de la loi Travail, mais limitée à l'initiative des syndicats. Enfin, il a déjà annoncé une augmentation de la CSG de 1,7 point pour compenser une suppression des cotisations chômage et maladie : une TVA sociale

nouvelle mouture qui pèserait en particulier sur les retraités.

Ne pas se laisser endormir

Pour riposter, il ne faut pas trop compter sur l'initiative des directions syndicales : Macron s'y entend pour les amadouer. Après avoir défilé dans le bureau de Macron, elles ont remis ça le 29 mai avec Édouard Philippe. Une simple invitation, et les voilà qui applaudissent au dialogue social, sans que le nouveau gouvernement ait pris aucun engagement... à part d'attaquer au plus vite les salariés !

C'est sur nos propres forces qu'il faudra surtout compter, comme face aux suppressions d'emplois annoncées. Les salariés du sous-traitant automobile GM&S avaient fait parler d'eux en menaçant de faire sauter leur usine. Contrairement aux annonces du gouvernement, ils ne sont toujours pas sortis d'affaire et veulent reprendre l'initiative. GM&S, Ford, Tati, Mim, Vivarte, Whirlpool... : ce sont toutes ces colères qu'il faudrait fédérer.

La semaine dernière, les conducteurs de camions transportant des matières dangereuses se sont mis en grève pour réclamer une « durée journalière de travail maximale de 10 h » (contre 12 aujourd'hui), une « période de repos hebdomadaire de 45 heures », un « taux horaire minimal de 14 euros » (contre 9,79), un « suivi médical semestriel spécifique »... Autant de revendications qui ne sont qu'un minimum pour leur santé et la sécurité.

Face à cette situation, c'est une contre-offensive générale qu'il faudrait. Dans les élections législatives, c'est cette perspective que porteront les candidats révolutionnaires : pour faire entendre le programme de Philippe Poutou, les candidats du Nouveau Parti Anticapitaliste seront présents dans certaines circonscriptions, et le NPA appelle à voter pour ceux de Lutte Ouvrière dans les autres. En votant pour eux, nous affirmerons que nous sommes prêts à repousser les offensives à venir.

C'est pas la fête au village

Après deux ans et des millions d'euros de travaux, Carlos Ghosn a inauguré la semaine dernière les nouveaux locaux du Design. Son directeur, Van den Acker, se targue d'avoir « *recréé l'esprit d'un village* » en abattant les cloisons séparant les espaces de travail, ou en les remplaçant par des surfaces vitrées... au détriment de l'intimité. Surtout que les salariés du Design sont priés de ne pas trop personnaliser leur espace de travail, pour ne pas altérer le clinquant des lieux et du mobilier, et de porter les vêtements « Renault Design ». Les nouveaux locaux en mettent plein la vue. Il reste à inventer la vie qui va avec.

Pitch, poc and MOP

Renault lance un nouveau concours interne Pitch & Poc. Aux salariés de « *trouver des solutions digitales développant les profits* », en espérant gagner, pour les plus chanceux, un séjour à Las Vegas, un Mac Book Air ou une montre connectée. Siphonner les idées des salariés pour faire du profit, en leur distribuant des babioles : c'est le pitch gagnant !

Social washing

Le 2 juin, des sociétés et associations financées par Mobiliz Invest s'exposaient dans le hall de la Ruche. L'occasion de faire la pub de Mobiliz Invest, une filiale que Renault présente « *au service de l'entreprenariat social* ». En fait, Mobiliz ne peut pas dépenser plus de 10 % de ses fonds en projets « *solidaires* », contre 55 à 80 % en placements financiers conventionnels. Et comme Mobiliz est financée par un plan d'épargne salariale, Renault fait en plus sa pub... grâce à l'argent des salariés.

La direction nous met dehors

Histoire de montrer qu'il fait bon vivre au Technocentre, la direction organise un pique-nique le 21 juin. A moins que ce ne soit sa solution à l'engorgement des cantines ? On peut même commander son sandwich et ses chips chez Elior. Pique-niquer, c'est sympa entre amis ou en famille. Ça l'est moins quand c'est la direction qui l'organise.

Les coups tordus de Renault et PSA

Les salariés du fournisseur automobile GM&S à La Souterraine, menacé de fermeture, ont été encore trahis. Le 21 mai, un communiqué du ministère de l'économie annonçait que Bruno Le Maire avait obtenu que Renault et PSA augmentent leurs commandes pour sauver le site. Ils avaient donc repris le travail et rangé les bonbonnes de gaz. Jeudi 31 mai, ils ont appris que cette promesse ne sera effective qu'en... 2018, alors qu'ils doivent trouver un repreneur avant le 30 juin 2017. De quoi piquer un nouveau coup de colère.

Ça tasse ou ça casse

La plupart des plateaux sont saturés au Technocentre. Du coup, la direction a lancé une opération « *optimisation 2017* ». Jusqu'à deux ou trois mille salariés devront avoir déménagé entre mai et juillet, avec au passage une réduction de la taille de certains bureaux afin de créer de nouveaux postes de travail. Caser plus de monde dans le même espace et au moindre coût : c'est le partage de la misère.

Les sacrifiés d'Intel

Renault rachète la R&D d'Intel France : 400 salariés basés à Toulouse et Sofia Antipolis vont travailler (sous un statut encore très flou) sur le développement des véhicules connectés et autonomes. Alors qu'Intel voulait fermer cinq sites en France, la presse salue le sauvetage des emplois par Renault... en omettant de dire que 350 salariés des sites Intel de Nantes, Aix-en-Provence et Montpellier restent sur le carreau.

Renault assure ses arrières

Selon *Mediapart*, Renault, PSA et Auchan bénéficient des largesses fiscales de l'île de Malte. Ces sociétés y localisent leurs activités d'assurance, souscrite par les clients de leurs banques maison. Renault a ainsi économisé 62 millions d'€ d'impôts. Une « *optimisation* » qui creuse le déficit public.

Le retour des frondeurs

Alors que l'AG des actionnaires de Renault a lieu le 15 juin, trois groupements d'actionnaires (CTW, Proxinvest et RAIR) ont saisi l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) afin de défendre les intérêts des actionnaires de Renault. Ils dénoncent le manque de transparence des décisions prises par RNBV, la filiale commune Renault-Nissan basée aux Pays-Bas, et la concentration des pouvoirs entre les mains de Ghosn. Oui, il faudrait imposer transparence et répartition des pouvoirs. Mais seuls les salariés en seraient capables : en exerçant leur contrôle sur l'entreprise.

Danse avec les millions

Les actionnaires vont devoir se prononcer sur le salaire de Ghosn. Pour éviter un nouveau pataquès, Ghosn accepte de baisser sa rémunération de... 3 % ! Il ne toucherait « *plus que* » 7 millions d'euros rien que chez Renault, dont 4,63 millions grâce à l'attribution de 100 000 actions gratuites, évaluées 46,30 € chacune. Ce qui est sous-évalué vu le cours actuel de l'action Renault (autour de 85 €). Indécent !

Les vrais assistés

La résolution qui ne posera pas problème est celle qui augmente le dividende par action de 2,4 à 3,15 € (+31%). Les actionnaires se partageront 917 millions, soit deux fois plus que le trou de la Sécu. Prélever sur les dividendes pour financer la Sécu : ce serait ça, de la vraie Responsabilité Sociale de l'Entreprise !